



NON A L'AUSTERITE EN EUROPE

POUR UNE EUROPE SOCIALE, SOLIDAIRE, ECOLOGIQUE ET DEMOCRATIQUE

Pour la première fois, partout en Europe, des organisations syndicales, à l'appel de la CES, et des organisations du mouvement social ont décidé d'agir en commun le 14 novembre, en organisant des grèves et des manifestations contre les politiques libérales d'austérité.

Ces grévistes et manifestants dénoncent l'adoption à marche forcée par l'oligarchie européenne du traité européen TSCG qui, au motif de la dette, interdit toute politique publique de nouvelle répartition des richesses et organise l'austérité budgétaire pour des décennies.

La dette est, plus que jamais, utilisée comme prétexte idéologique, pour racketter les États, et les livrer à la spéculation bancaire. Partout en Europe, les gouvernements programment des restrictions drastiques contre leurs peuples pour rembourser la dette publique. Une dette qui est pour l'essentiel illégitime puisque créée par une baisse de la fiscalité sur les riches et les multinationales, des dépenses, notamment militaires, sans lien avec l'intérêt général, et la crise due à ces mêmes spéculateurs.

Les diktats de la Troïka (Fonds Monétaire International, Banque Centrale Européenne, Union Européenne) ont déjà ravagé plusieurs pays européens, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande notamment. Ils ont pour conséquence une mise en récession de l'économie et empêchent toute politique volontariste de relance de l'activité et

de satisfaction de la demande sociale. Sans parler de l'évolution vers un mode de production et de consommation respectueux de l'environnement qui est tout simplement passée aux oubliettes.

Réduire « les dépenses publiques » signifie s'attaquer aux services publics en général et en particulier à l'éducation, à la santé, à la recherche, à la relocalisation de l'emploi, à la transition écologique, à l'aménagement des territoires. En France, 70 milliards d'économies sont programmées sur le dos de nos conquêtes sociales. Vient aujourd'hui s'ajouter le pacte de compétitivité qui va inévitablement aggraver le tassement des salaires, la précarité et la souffrance au travail.

Cette dégradation des conditions de vie et la négation de la souveraineté populaire, organisent le divorce avec l'idée d'Europe et font le lit des solutions réactionnaires - voire fascistes .

Contre les vautours de la finance et les politiques qui les soutiennent, exigeons la solidarité et la coopération entre les peuples. Par ce meeting, et dans le prolongement de la mobilisation européenne du 14 novembre, montrons que la résistance et les réponses alternatives au capitalisme existent.

Elles passent par la stricte mise sous contrôle démocratique de la finance internationale, une autre répartition des richesses, une construction démocratique et l'organisation de la transition écologique pour bâtir une Europe sociale, solidaire, démocratique et respectueuse de la planète.

MEETING UNITAIRE

JEUDI 29 NOVEMBRE 20H30

Hall 8 Parc des Expos

Collectif pour un Audit Citoyen de la dette publique CAC 31: ATTAC, CGT, FSU, Solidaires, EELV, Front de Gauche (CA, FASE, GA, GU, PCF, PCOF, PG), NPA et les comités locaux

